

Charte pour l'Utilisation des Ressources Informatiques

La présente charte a pour objet de définir les règles d'utilisation des moyens informatiques mis à la disposition des étudiants(es).

1. Domaine d'application de la charte

Les obligations décrites dans la présente charte s'appliquent à tout étudiant qui utilise les moyens informatiques locaux, ainsi que tout autre moyen de connexion à distance afin d'accéder, via le réseau informatique de l'Etablissement, à tout service de communication ou de traitement électronique interne ou externe, y compris l'accès aux services ouverts sur l'Internet.

2. Conditions d'accès de l'utilisateur

Chaque utilisateur reçoit, en contrepartie de la signature de la présente charte, un droit d'accès individuel, qui se matérialise, le cas échéant, par tout moyen logique ou physique (tel que code d'accès, mot de passe, badge, ...).

Ce droit d'accès est strictement personnel et incessible. Il cesse automatiquement lorsque l'utilisateur quitte l'Etablissement ou s'il est constaté qu'il a violé l'une des obligations imposées par la présente charte. Il peut être modifié lorsque l'étudiant change de rattachement au sein de l'Etablissement.

Le droit d'accès n'est conféré à l'utilisateur qu'aux fins d'une utilisation compatible avec les activités **scolaires** - qu'elles soient administratives, pédagogiques ou de recherche - **et exclut toute autre utilisation**.

L'utilisateur reconnaît que l'usage de son droit d'accès peut engager sa responsabilité dans les conditions précisées dans la présente charte.

Il est interdit à un utilisateur d'user de son droit d'accès pour accéder à des applications, à des données ou à un compte informatique autres que ceux qui lui auront été éventuellement attribués ou pour lesquels il a reçu l'autorisation d'accès. **De même, il est interdit à tout utilisateur d'user, par quelque moyen que ce soit, du droit d'accès d'un autre utilisateur.**

Toute violation des conditions d'accès décrites ci-dessus peut entraîner, outre les sanctions disciplinaires prévues par le règlement de l'Etablissement, **l'engagement de la responsabilité civile et/ou pénale de son auteur ou de son responsable légal** et constituer une infraction réprimée par les articles 323-1 à 323-7 du code pénal.

3. Obligations de confidentialité

Chaque utilisateur ne peut accéder qu'aux informations ou fichiers mis publiquement à disposition sur le réseau, ainsi qu'à ses informations ou fichiers personnels. Il lui est interdit de chercher à prendre connaissance d'informations ou de fichiers réservés à l'usage d'autres utilisateurs, même dans le cas où ces éléments ne seraient pas protégés par des dispositifs physiques ou logiques.

Toute violation de la présente obligation est susceptible d'engager la responsabilité civile ou pénale de son auteur ou de son responsable légal.

4. Obligations relatives à la propriété des logiciels et des œuvres protégées par le droit d'auteur

Aucun utilisateur n'est autorisé à effectuer la copie des logiciels disponibles sur le réseau, même à des fins de constitution de copies de sauvegarde, qui ne peuvent être effectuées que par des personnes spécialement habilitées par l'Etablissement.

En dehors des logiciels, chaque utilisateur ne peut effectuer de copie d'œuvres protégées par le droit d'auteur que pour autant que celles-ci soient accessibles sans restriction d'usage sur le réseau et que la copie qu'il en effectue n'est destinée qu'à son usage strictement privé.

Toute violation de la présente obligation peut engager la responsabilité civile de son auteur ou de son responsable légal et constitue une contrefaçon sanctionnée pénalement par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

5. Obligations relatives aux données nominatives

Toute constitution, à l'aide des moyens informatiques de l'Etablissement ou sur son réseau de traitements, de données nominatives doit faire l'objet, sous la seule responsabilité de l'utilisateur, des déclarations ou des demandes d'avis prévues par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et doit respecter les obligations fixées par cette loi.

6. Obligations relatives aux moyens de cryptologie

L'utilisateur ne peut utiliser sur le réseau de l'Etablissement des moyens de cryptologie qui n'auraient pas fait l'objet au préalable des déclarations ou des autorisations imposées par l'article 28, modifié de la loi du 26 décembre 1990, portant réglementation des télécommunications.

7. Production et diffusion d'informations sur le réseau

Aucune diffusion publique d'une information ou d'une œuvre ne pourra être effectuée sur le réseau informatique de l'Etablissement ou sur l'Internet - via le réseau de l'Etablissement - sauf dérogation particulière accordée, à des fins pédagogiques ou de recherche par un responsable éditorial désignée par l'autorité compétente de l'Etablissement pour gérer la production d'informations sur le réseau.

8. Obligations relatives à la sécurité et à l'intégrité du système et des données

L'utilisateur s'engage à n'apporter - directement ou indirectement - aucune perturbation au fonctionnement du réseau et des systèmes informatiques auxquels il accède et à ne provoquer aucune modification, altération ou destruction concernant des données ou fichiers autres que ceux dont il est l'auteur.

Toute violation de ces obligations peut engager la responsabilité civile et financière de son auteur ou de son responsable légal et constituer une infraction réprimée par les articles 323-1 à 323-7 du code pénal.

9. Règles d'accès aux locaux et aux systèmes informatiques

Tout utilisateur accepte de se plier aux contraintes particulières définies par les différents services de l'Etablissement pour l'accès à leurs locaux et à leurs moyens informatiques.

10. Responsabilités des parties

Chaque utilisateur accède et utilise les moyens informatiques et le réseau auquel il a accès sous sa propre responsabilité. Il reconnaît que toute violation des dispositions de la présente charte, ainsi que, plus généralement, tout dommage créé à l'Etablissement ou à des tiers de son fait engagera sa responsabilité, tant sur le plan disciplinaire, que financier, civil ou pénal.

L'Etablissement déclare mettre en œuvre - par le biais de la présente charte et des diverses mesures de sécurité physique et logique qui sont les siennes - **tous les efforts nécessaires à un bon usage de ses systèmes et du réseau et n'assumer aucune responsabilité au titre des agissements fautifs ou délictueux des utilisateurs** auxquels il fournit un droit d'accès.

11. Analyse et contrôle de l'utilisation des ressources

Pour des nécessités de sécurité, de maintenance et de gestion technique, **l'utilisation des ressources matérielles ou logicielles ainsi que les échanges via le réseau peuvent**, sous le contrôle du Responsable de l'Administration du réseau, **être analysés et contrôlés** dans le respect de la législation applicable et notamment de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

12. Rappel des principales lois

Il est rappelé que toute personne sur le sol français doit respecter l'ensemble de la législation applicable, notamment dans le domaine de la sécurité informatique :

- la loi du 6/1/78 dite "informatique et liberté" ;
- la législation relative à la fraude informatique (article 323-1 à 323-7 du Code pénal);
- la loi du 10/07/91 relative au secret des correspondances émises par voie de télécommunication ;
- la législation relative à la propriété intellectuelle ;
- la loi du 04/08/1994 relative à l'emploi de la langue française ;
- la législation applicable en matière de cryptologie, notamment l'article 28 de la loi du 29/12/90 sur la réglementation des télécommunications dans sa rédaction issue de l'article 17 de la loi du 26/07/96 et par ses décrets d'application du 24/02/98, 23/03/98 et 17/03/99;
- les législations sur l'audiovisuel et les télécommunications en ce qui concerne les grands principes applicables aux communications publiques et privées.

Nom et Prénom :

Classe :

Je reconnais avoir pris connaissance des obligations ci-dessus liées à l'utilisation du service d'accès informatique et m'engage à les respecter, sous peine de voir engager ma responsabilité personnelle financière, civile et pénale, ou celle de mon Responsable légal, tant au regard du régime disciplinaire de l'Etablissement que des textes législatifs et réglementaires de droit commun.

L'étudiant(e) :

Pour les mineurs,
le responsable légal :

Références réglementaires

- **La loi n°88-19 du 5 janvier 1988 modifiée par la loi n°92-685 du 22 juillet 1992 relative à la fraude informatique a créé des infractions spécifiques en la matière, reprises par les articles 323-1 à 323-7 du code pénal. Ainsi, il est notamment disposé :**
 - Art 323-1 " Le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende .Lorsqu'il en est résulté soit la suppression ou la modification de données contenues dans le système, soit une altération du fonctionnement de ce système, la peine est de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende".
 - Art 323-2 "Le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé de données est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende".
 - Art 323-3 "Le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de supprimer ou de modifier frauduleusement des données qu'il contient est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende".
 - Art 323-4 "La participation à un groupement formé ou à une entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3-1 est punie des peines prévues pour l'infraction elle-même ou pour l'infraction la plus sévèrement réprimée".
 - Art 323-5 "Les personnes physiques coupables de délits prévus au présent chapitre encourent également les peines complémentaires suivantes :
 1. L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, des droits civiques, civils et de famille, suivants les modalités de l'article 131-26 ;
 2. L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice de laquelle ou à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise ;
 3. La confiscation de la chose qui a servi ou été destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit, à l'exception des objets susceptibles de restitution ;
 4. La fermeture, pour une durée de cinq ans au plus, des établissements ou de l'un ou plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés ;
 5. L'exclusion pour une durée de cinq ans au plus, des marchés publics ;
 6. L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés ;
 7. L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-35.
 - Art 323-7 "La tentative des délits prévus par les articles 323-1 à 323-3-1 est punie des mêmes peines".
- **La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (cf. art 226-16 à 226-24 code pénal).**
- **La loi n°85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur, a étendu aux logiciels en tant qu'œuvres de l'esprit, la protection prévue par la loi n°57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. (cf. notamment article L 335-2 du code de la propriété intellectuelle qui prévoit le délit de contrefaçon des œuvres protégées).**